



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## **MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES** **Bulletin Mensuel - Numéro 177 - Avril 2012**

### **LE THÈME CENTRAL DE CE NUMÉRO : L'ACCAPAREMENT DE TERRES**

Non à l'accaparement de la planète ! La lutte paysanne revendique la souveraineté alimentaire, la réforme agraire et l'agriculture paysanne, l'accès aux terres, à l'eau et à l'air !

### **NOTRE OPINION**

- **Land grabbing ou concentration de terres : vers une unification des luttes**

### **NON À L'ACCAPAREMENT DES TERRES**

- **L'accaparement de la planète : la terre, l'eau, l'air**
- **Investissements destructeurs au Laos et au Cambodge**
- **Une lutte timoraise pour la forêt**
- **Mozambique : des projets de monoculture d'arbres accaparent des terres et mettent en danger la sécurité alimentaire**
- **L'accaparement de terres et ses conséquences : le cas du Brésil**

### **LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE**

- **Jour international de la lutte paysanne**
- **Déclaration de la 3e Conférence spéciale sur la souveraineté alimentaire, pour les droits et pour la vie**
- **Conséquences de la prospection et de l'exploration de pétrole dans le Parc national des Virunga**
- **Appuyez la déclaration contre la mainmise des grandes entreprises sur la conférence Rio+20**
- **Pétition en faveur d'un avocat chinois incarcéré pour avoir défendu les communautés atteintes par les plantations d'eucalyptus de Stora Enso en Chine**

### **NOTRE OPINION**

– ***Land grabbing* ou concentration de terres : vers une unification des luttes**

Le 17 avril 1996, 19 travailleurs ruraux sans terre furent brutalement assassinés par la

police au cours d'une manifestation pacifique pour la réforme agraire dans l'État de Pará, région de l'Amazonie, au Brésil. Aujourd'hui, celui qui visitera l'endroit y trouvera un cercle de 19 troncs de châtaigniers brûlés, qui forment un petit bois. En plus de rappeler les travailleurs qui moururent et la violence exercée, les châtaigniers symbolisent aussi la résistance et la lutte du peuple contre le processus de violation de ses droits, et aussi la résistance de la forêt qui souffre du déboisement.

Les châtaigniers sont des arbres géants qui se trouvent dans la région où la forêt a été pratiquement détruite, une pratique courante au Pará. Cependant, ces mêmes arbres survivent difficilement si la forêt n'est pas intacte : ils sont un cri lancé en faveur de la récupération et de la restauration de la forêt pour garantir la survie et le « bien vivre » des communautés locales, assez amoindris déjà en bien des endroits du Pará.

Aujourd'hui, près du lieu du massacre, des milliers de personnes, compagnes et compagnons des 19 travailleurs morts en 1996, vivent dans l' *Asentamiento 17 de abril* . Elles ont réussi à remplacer une vie de souffrance et de misère par une vie dans un morceau de terre qui leur permet de travailler et de nourrir leurs familles, récupérant ainsi leur dignité.

Cette histoire, comme celle de tant d'autres endroits du monde où le peuple lutte et souffre de la violation de ses droits, doit être rappelée pour qu'elle serve d'inspiration à toutes et à tous. Le 17 avril a été déclaré Journée internationale de lutte paysanne par La Vía Campesina et, plus récemment, s'est transformé en référence du combat contre le processus que l'on nomme « *land grabbing* » en anglais, « *concentração de terras* » au Brésil, « *usurpação de terras* » au Mozambique, « *acaparamiento de tierras* » en espagnol, et « *accaparement des terres* » en français. Il s'agit d'un phénomène par lequel, principalement, des entreprises, des fonds d'investissement et les marchés financiers en général, s'approprient de grandes étendues de terre dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, pour diverses utilisations comme des projets à grande échelle de plantations, d'extraction minière, de tourisme, d'usines hydroélectriques, de production d'aliments pour l'exportation, etc.

Ce processus n'est pas nouveau, bien au contraire. Ce qui est nouveau, c'est la rapidité et l'ampleur de ces appropriations de terres, directement reliées à divers facteurs à travers lesquels le capitalisme cherche une sortie pour surmonter la crise qui le frappe. Le système ne résout jamais ses problèmes, comme dit le penseur David Harvey, il cherche seulement de nouvelles formes d'accumulation et de spéculation à la poursuite de profits, tout en amplifiant les souffrances de nombreuses personnes.

Cette conjoncture offre des défis pour les luttes contre tout type d'accaparement de terres dans les pays du Sud :

- une plus grande articulation de ces luttes avec un dénominateur commun : la lutte contre le *land grabbing* , contre la privatisation de territoires à usage commun pour les populations locales, indigènes et traditionnelles. Il s'agit de la même lutte de ces peuples pour que leurs droits soient reconnus, bien

qu'elle renforce l'importance de l'action commune. Rappelons aussi les pêcheurs qui souffrent des progrès des entreprises qui « accaparent » des zones maritimes ( *sea grabbing* ). Tandis que les entreprises et les gouvernements nationaux cherchent généralement à diviser les communautés qui luttent, le processus d'accaparement de terres nous alerte sur la nécessité pour les peuples de s'unir dans leurs divers combats ;

- si nous observons le phénomène d'accaparement des terres, nous comprenons mieux comment ces diverses luttes sont liées et interconnectées ;
- chercher à comprendre comment la proposition de l'Économie Verte, présentée à la conférence Río+20, est une nouvelle « opportunité » pour les acteurs qui sont derrière le *land grabbing* de continuer à exploiter et à accaparer non seulement des terres, mais aussi l'air, l'eau, la mer, soit pour détruire, soit pour préserver la nature comme façon supposée de « compenser » (!) la destruction !

Pour cela, nous devons nous mobiliser autour d'un **NON** catégorique à l'économie verte, à l'accaparement des terres et de la planète : la concentration de la terre, de l'air, de l'eau. Et nous devons appuyer les communautés pour qu'elles récupèrent et maintiennent leur contrôle sur les zones dont dépend leur survie, sur terre ou en mer, non seulement dans les pays du Sud mais aussi dans ceux du Nord.

- Nous devons renforcer notre appui et montrer notre solidarité avec les milliers de communautés et de peuples qui en ce moment précis cherchent à défendre leurs territoires, leurs rivières, leurs forêts et autres riches écosystèmes dont dépend leur survie ;
- Nous voulons nous unir à la convocation de La Vía Campesina, qui diffuse « un appel à tous ses membres et alliés, aux mouvements de pêcheurs, aux organisations d'étudiants, aux organisations écologistes et aux mouvements en faveur de la justice sociale, pour organiser des actions dans le monde entier le 17 avril, pour faire une démonstration massive de résistance populaire à l'accaparement des terres et pour mettre en valeur la lutte contre la mainmise des grandes entreprises sur les ressources agricoles et naturelles ».

Et, ensemble avec La Vía Campesina, nous défendons que :

- Il faut stopper l'accaparement de terres. La terre aux mains de ceux qui la travaillent !
- Il faut faire une réforme agraire intégrale, avec pour fin que la justice sociale s'installe dans les zones rurales.
- Il faut en finir avec le contrôle qu'une poignée d'investisseurs et d'entreprises transnationales exercent sur la vie de millions de personnes.
- Il faut renforcer le système de production agricole basé sur l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire.

Nous sommes certains que la mort des 19 paysans du Pará, survenue en 1996, continuera à nous inspirer dans notre lutte de résistance contre la concentration de terres, pour maintenir et reconquérir les territoires, pour récupérer les forêts et autres écosystèmes, et pour que le peuple qui en dépend puisse vivre bien, aujourd'hui et

---

## NON À L'ACCAPAREMENT DES TERRES

### - L'accaparement de la planète : la terre, l'eau, l'air

Les crises de la planète sont dans toutes les bouches : crises climatique, énergétique, alimentaire ; perte de diversité biologique, crise financière, et d'autres encore. Il s'agit sans doute de situations dramatiques, dont les secteurs les plus vulnérables et démunis subissent les retombées les plus fortes.

Or, nous savons bien à ce stade qu'il ne s'agit pas de phénomènes naturels ni aléatoires. Ce sont des manifestations de l'actuel système capitaliste et de sa dynamique d'expansion permanente, auquel ces crises sont utiles parce qu'elles lui permettent de se renouveler et de se recycler. Les bulles qui éclatent ouvrent la voie à de nouvelles affaires, et les investissements augmentent grâce à l'élargissement de vieux marchés et à la création de nouveaux.

La débâcle des marchés financiers en 2008 fit subir de grosses pertes aux spéculateurs qui, pressés de se refaire, créèrent de nouveaux marchés et de nouveaux produits. Ainsi, la planète est devenue le théâtre d'une nouvelle escalade du capital financier.

« L'économie verte », qui propose de nouveaux marchés pour investir dans de nouveaux produits, exige davantage de terre, davantage d'eau, davantage de minéraux.

#### *L'avancée sur la terre*

Bien que l'appropriation et la concentration de la terre ne soit pas un phénomène nouveau, la crise financière et, auparavant en 2007, la montée en flèche des prix des aliments provoquée par la spéculation sur les produits de base (commodities) ont donné lieu à une nouvelle escalade de cette tendance.

En peu de temps, des millions d'hectares ont changé de mains, comme a changé aussi l'affectation des sols. Ces terres sont passées des communautés rurales à des investisseurs étrangers (et même locaux), généralement pour la production industrielle et commerciale d'aliments, ou pour l'extraction de bois, pour le commerce d'émissions ou pour l'industrie minière, entre autres.

D'après l'organisation GRAIN – qui surveille le processus et alimente une base de données à ce sujet sur le site <http://farmlandgrab.org> – « Des contrats sont déjà signés, les bulldozers sont déjà au travail, la terre se trouve délimitée de manière brutale et les populations locales sont chassées de leur territoire ; les conséquences sont dévastatrices ».(1)

De même, selon un rapport récent de l'organisation GAIA(2), les investissements dans les industries extractives se sont accélérés pendant ces trois dernières

années, et non seulement dans les domaines des métaux, des minéraux, du pétrole et du gaz, mais aussi dans leurs dérivés financiers, c'est-à-dire dans le marché financier qui y est associé. Au cours des dix dernières années, la production de fer a augmenté de 180 %, celle de cobalt de 165 %, celle de lithium de 125 % et celle de charbon de 44 %.

Certains achètent d'énormes étendues de terre pour y établir des terrains de chasse ou pour le tourisme ; même des conservationnistes le font, pour conserver ces terres intactes.

Quel qu'en soit le cas, ce qu'ils ont tous en commun c'est la condition qu'il n'y ait personne, sauf les travailleurs que les nouveaux propriétaires ont fait venir.(3) Or, la planète n'a pratiquement plus d'endroit inoccupé, surtout s'il s'agit de terres fertiles. Ainsi, les accaparements aboutissent à l'expulsion de personnes, de communautés, de peuples entiers, désarticulant leurs tissus sociaux et jusqu'à leur identité, souvent de façon violente. Les futures générations y perdront aussi.

Le processus d'accaparement de terres a été si scandaleux que même les organismes qui encouragent l'agro-industrie ou qui la voient d'un bon œil le reconnaissent : un rapport de 2010 de la Banque mondiale signale que, rien qu'en 2009, 47 millions d'hectares furent loués ou vendus.(4) La FAO, très prudente à ce sujet, admet quand même l'existence de transactions foncières « à une échelle sans précédent ».(5)

De son côté, OXFAM rapporte que 227 millions d'hectares ont été vendus ou loués depuis 2001 dans les pays du SUD, surtout ces dernières années et à des investisseurs internationaux.(6)

Plusieurs rapports s'accordent pour dire que les principales acquisitions ont eu lieu en Afrique, probablement parce que les investisseurs y trouvent des conditions excellentes : grandes étendues, petits prix, États faibles et permissifs qui facilitent les transactions.

Mais l'Afrique n'en a pas l'exclusivité : l'avancée sur les terres touche aussi l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe orientale, et non seulement sous forme d'achat ou de location. En Inde, la « Mission nationale pour une Inde écologique (GIM en anglais), qui fait partie du Plan national d'action sur le changement climatique (NAPCC) du gouvernement, prévoit de planter 5 millions d'hectares d'arbres en tant que puits de carbone afin d'adhérer à des programmes de compensation d'émissions, comme REDD+ ou le Mécanisme de développement propre (MDP), qui transforment en marchandise la capacité de recyclage du carbone. Ces plans concerneraient, par exemple, les terres « marginales ». Cependant, les terres que la GIM définit comme « marginales » ou abandonnées sont affectées à de multiples usages, comme l'élevage ou l'agriculture itinérante. Si on les couvre d'arbres, les communautés qui en dépendent perdront leurs moyens d'existence, comme l'a dénoncé l'organisation indienne Kalpavriksh (voir le bulletin n° 172 du WRM).

### *L'accaparement de l'air*

Dans le cas du système du commerce d'émissions – qui ouvre la voie à la

privatisation et à la marchandisation des dernières forêts qui restent – l'accaparement s'étend, de plus, à l'air, considéré comme un « service environnemental », une marchandise qui peut être échangée contre la pollution. Le marché de compensation du carbone a introduit la spéculation sur la nature, où les principales sources d'investissement proviennent des marchés de capital (fonds d'investissement, banques, commerçants en énergie et autres spéculateurs).(7) Les pollueurs qui ont suffisamment d'argent pour acheter des permis d'émission s'approprient l'air, parce que ces permis légitiment leur utilisation personnelle et irresponsable d'un bien commun, l'atmosphère. Si cette tendance persiste, il est même possible que nous soyons témoins de la création d'un marché formel de l'air, avec des conséquences insoupçonnées.

### *La privatisation de l'eau*

D'autre part, l'accaparement de terres est étroitement lié à l'accaparement d'eau qui, d'après l'organisation Transnational Institute (TNI), s'est intensifié lui aussi à partir de la crise financière de 2008.(8) Dans les deux cas, l'eau est sous le contrôle d'intérêts puissants qui en consomment énormément pour faire fonctionner leurs propres affaires dans le but de gagner de l'argent, au détriment des communautés locales qui dépendent pour leur survie de l'utilisation collective de l'eau et des écosystèmes associés.

Cela se passe dans un contexte où, d'après l'organisation TNI, presque trois milliards de personnes habitent des zones où la demande est inférieure au volume d'eau disponible, et où 700 millions de personnes de 43 pays vivent au-dessous du « seuil de stress hydrique » de 1 700 m<sup>3</sup> d'eau par personne et par an.

L'eau, bien commun à caractère public, devient ainsi une matière première de plus, à caractère privé. L'accaparement a lieu sous des formes diverses : les exploitations pétrolières offshore, la pêche industrielle et les élevages de crevettes s'approprient la mer où pêchaient les pêcheurs traditionnels ; les grands barrages ; l'utilisation et la pollution de l'eau par les industries extractives (dont la nouvelle technologie de la « fracturation hydraulique » vient aggraver les conséquences (9)) ; la monoculture industrielle de produits alimentaires et non alimentaires, qui consomme au moins dix fois plus d'eau que les systèmes agricoles diversifiés.

Dans le cas des plantations en régime de monoculture, la tendance est de plus en plus à réaliser des plantations d'arbres pour produire de l'énergie de biomasse, avec la possibilité de les destiner à d'autres marchés également (bois, pâte à papier, crédits de carbone) en fonction des prix. En outre, les plantations de biomasse se développent aussi dans la région sèche du Nord-Est brésilien, pour alimenter les centrales qui génèrent de l'énergie à partir du bois (encouragée, surtout en Europe, en tant qu'énergie « renouvelable »). De nombreux témoignages confirment les situations dramatiques que ces plantations provoquent au sein des communautés locales et des écosystèmes, en raison de leur occupation du territoire et de leur utilisation exclusive des réserves d'eau. La situation s'aggrave lorsque les droits sur la terre ne sont pas sûrs et juridiquement reconnus, et elle est encore plus mauvaise pour les femmes, souvent victimes de discrimination quand il s'agit de reconnaître leur droit à la terre.

## *Il n'existe pas d'accaparement responsable*

Cette nouvelle forme de colonialisme, devenue internationale, a des effets évidents, mais les avis sont partagés au moment de chercher une manière de s'en sortir. Qu'il s'agisse de l'accaparement des terres, de l'eau ou de l'air, ce qui est derrière est le système économique centré sur l'extraction et sur l'industrialisation à grande échelle, sur la spéculation et sur la consommation, propres au capitalisme dans sa version néolibérale la plus crue.

Les solutions encadrées dans ces paramètres ne seront pas du tout des solutions. Peut-il y avoir un dépeuplement « responsable », une pollution « responsable », une perte « responsable » de l'identité et de la dignité d'un peuple ?

Néanmoins, les propositions de ce genre existent. Tout comme les « labels verts » de la certification, les tables rondes de production durable et les initiatives « transparentes », elles finissent par légitimer et par donner un vernis de « responsabilité » à une situation intrinsèquement irresponsable. C'est le cas des sept « Principes pour un investissement agricole responsable qui respectent les droits, les moyens de subsistance et les ressources » (RAI), proposés par la Banque mondiale et qui, depuis 2010, ont fait l'objet d'une formulation commune de la part de la Banque, du Fonds international de développement agricole (FIDA), de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). Les investisseurs peuvent choisir de se soumettre volontairement à ces principes quand ils acquièrent des terres à grande échelle, pour montrer leur bonne disposition à agir de façon « responsable ».

Or, ces principes partent de l'acceptation des transactions foncières, en mettant sur un pied d'égalité toutes les « parties concernées », comme s'il s'agissait d'une compétition loyale. Ils évoquent des scénarios possibles où « tout le monde gagne », ignorant les questions politiques et les inégalités de classe d'origine structurelle.

En plus, ils ne parlent pas de réforme agraire, une mesure largement réclamée par les mouvements sociaux dans le cadre du droit de l'homme à l'alimentation. Comme l'affirme la Campagne globale pour la réforme agraire / Réseau d'action pour la recherche sur la Terre, lancée par La Vía Campesina, FIAN International, Focus on the Global South et le Réseau social pour la justice et les droits de l'homme, « En réalité, décider qui a des droits sur la terre est essentiellement un problème politique qui implique des conflits d'intérêt et des relations de pouvoir. Ce n'est pas seulement un problème technique ou administratif. [...] L'Histoire démontre que, quand on part d'une approche technique universelle pour les droits fonciers, ce sont presque toujours les intérêts du capital favorisant les riches (et l'État) qui prévalent, ce qui conduit à la marginalisation de la classe laborieuse par le délogement, le déplacement ou la dépossession. »(10)

D'autre part, les RAI parlent de « sécurité alimentaire », sans mettre en question les modes de production, de distribution et de consommation qui ont provoqué la crise alimentaire. L'agriculture industrielle pourrait résoudre le problème de la disponibilité d'aliments, mais au prix inévitable du démantèlement des communautés rurales, de l'épuisement et de la pollution des sols, de l'eau et de l'air. C'est pour cela que La

Vía Campesina et d'autres organisations, par l'intermédiaire de la Campagne globale pour la réforme agraire, parlent du droit à la souveraineté alimentaire. Or, l'accaparement de terres est incompatible avec la souveraineté alimentaire parce que son but est le gain pur et simple : il promet aux investisseurs un taux de bénéfice de 20 %, alors que la production alimentaire ne rapporte qu'entre 3 et 5 %.

Ainsi, la discussion ne doit pas se centrer sur l'atténuation des effets négatifs des projets d'investissement à grande échelle – qui n'est en général qu'une stratégie de relations publiques – mais sur l'identification du type d'investissement nécessaire pour résoudre le problème de la faim et pour appuyer les droits à la terre des secteurs paysans et des communautés rurales.

La Vía Campesina et le Réseau d'organisations paysannes et de producteurs agricoles (ROPPA) ont organisé en 2011 le lancement de l'« Appel de Dakar contre les accaparements de terres », auquel ont adhéré de nombreuses organisations sociales. Cette initiative veut « servir de véhicule pour créer une large alliance et une mobilisation de soutien aux peuples et aux organisations qui se défendent contre l'accaparement des terres. Cet appel demande l'arrêt immédiat de l'accaparement des terres et la restitution des terres prises aux populations locales. De surcroît, il envoie aussi plusieurs demandes aux gouvernements nationaux et aux organisations internationales. »(11)

Il n'y a pas d'accaparement responsable. Tout le problème est là.

1- "Il est temps de proscrire l'accaparement des terres, pas question de le rendre 'responsable' !", La Vía Campesina, GRAIN et d'autres, <http://www.grain.org/article/entries/4228-il-est-temps-de-proscrire-l-accaparement-des-terres-pas-question-de-le-rendre-responsable>.

2- OPENING PANDORA'S BOX: The New Wave of Land Grabbing by the Extractive Industries and The Devastating Impact on Earth, The Gaia Foundation, 2012, <http://www.gaiafoundation.org/sites/default/files/executivesummary.pdf>.

3- "The Land Grabbers", Fred Pearce, cité par Gaia Vince dans "Hungry for Land", Conservation Magazine, mars 2012, <http://www.conservationmagazine.org/2012/03/hungry-for-land/>.

4- Rising Global Interest in Farmland, [http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/ESW\\_Sept7\\_final\\_final.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/ESW_Sept7_final_final.pdf).

5- "Land Grab Or Development Opportunity?", FAO, IFAD, IIED, 2009, chapitre "Trends and drivers", <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak241e/ak241e02.pdf>.

6- "Land and Power. The growing scandal surrounding the new wave of investments in land", OXFAM, septembre 2011, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp151-land-power-rights-acquisitions-220911-sum-en.pdf>.

7- "Mercados de carbono. La neoliberalización del clima", Larry Lohmann, 2012, Ediciones Abya-Yala, [http://www.wrm.org.uy/temas/REDD/mercados\\_de\\_carbono.pdf](http://www.wrm.org.uy/temas/REDD/mercados_de_carbono.pdf).

8- "The Global Water Grab: A Primer", Jennifer Franco et Sylvia Kay, Transnational Institute, mars 2012, <http://www.tni.org/primer/global-water-grab-primer>.

9- La fracturation hydraulique consiste à injecter dans un puits de pétrole des fluides sous haute pression qui fissurent la roche, afin d'en extraire le pétrole qui était piégé dans les interstices. Il s'agit d'une technique qui pollue le sol et la nappe aquifère.

10- "Pourquoi nous opposons-nous aux Principes pour des investissements agricoles responsables ?", Campagne globale pour la réforme agraire / Réseau d'action pour la recherche sur la Terre, FIAN International, Focus on the Global South, La Vía Campesina, Réseau social pour la justice et les droits de l'homme, octobre 2010, <http://www.fian.org/resources/documents/others/pourquoi-nous-opposons-nous-aux->

11- Appel de Dakar contre les accaparements de terres, <http://www.petitiononline.com/accapar/petition.html> principes-pour-des-investissements-agricoles-responsables/pdf

---

## **- Investissements destructeurs au Laos et au Cambodge**

*De quelle sorte de développement s'agit-il ? Si le gouvernement s'intéresse au développement, il devrait y faire participer les gens, pour que nous puissions être concernés par lui et en tirer profit. Mais dans ce type de développement, les gens perdent sur tous les tableaux.*

(Extrait d'une discussion avec les habitants d'un village touché par la concession de Pheapimex dans le district de Krakor, Pursat, Cambodge. Mars 2010.)

Au Cambodge et en République démocratique populaire lao, l'exploitation accélérée et intensive de la terre et des ressources naturelles par des investisseurs étatiques et privés est en train d'aggraver l'insécurité foncière, le manque de terre, la destruction écologique, la migration forcée et la pauvreté.

Dans les deux pays, plus de 70 % de la population habite à la campagne où elle pratique l'agriculture de subsistance et la pêche artisanale. Le Laos est riche en ressources naturelles et en diversité biologique, et il possède de superbes paysages où alternent les fleuves, les montagnes, les forêts, les plateaux et les plaines alluviales. Il abrite environ 10 000 espèces d'animaux, de plantes, d'insectes et de poissons, dont beaucoup sont en train de disparaître à cause de la disparition de leur habitat. C'est aussi un point névralgique mondial en ce qui concerne le riz, grâce à la variété des semences traditionnelles et aux connaissances indigènes sur la culture et la résistance de cette céréale. Le Cambodge contient près de 10,7 millions d'hectares de forêts tropicales de divers types, qui diminuent rapidement sous l'attaque de tronçonneuses et de bulldozers. Ses paysages sont modelés par de nombreux ruisseaux, lacs, fleuves et marais où se multiplie une grande variété de poissons et de mollusques. Le célèbre Tonle Sap, le plus grand lac d'eau douce du Sud-Est de l'Asie, dont la superficie se multiplie presque par trois pendant la mousson, se trouve dans ce pays.

Or, dans les deux pays le développement devient synonyme d'investissement privé. Comme dans beaucoup de pays asiatiques, le modèle de développement dominant se centre sur l'intégration avec les marchés régionaux et mondiaux, ainsi que sur la croissance économique rapide, quelles qu'en soient les conséquences écologiques et sociales. L'investissement privé est recherché pratiquement dans tous les secteurs de l'économie, qu'il s'agisse d'énergie, de pétrole, de minéraux, d'agriculture, de traitement d'aliments, d'éducation, de santé, de tourisme, de manufacture, de produits pharmaceutiques, de transport ou d'infrastructure urbaine. Les deux pays dépendent beaucoup de l'aide étrangère qui, le plus souvent, s'accompagne de possibilités d'investissement pour des entreprises des pays donateurs. Les plans de développement nationaux augmentent grâce à des arrangements économiques proposés par des institutions et des groupes multilatéraux tels que la Banque asiatique de développement (BASD), le Groupe Banque mondiale et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Au cœur de la plupart des grands projets d'investissement se trouve l'exploitation

de la terre, de l'eau, des minéraux et du potentiel agricole. Le gouvernement du Laos présente le pays comme une destination désirable pour les investisseurs, en mentionnant parmi ses avantages l'abondance de ses ressources naturelles, ses vastes étendues de terres fertiles, une industrie touristique florissante, la disponibilité d'énergie, le faible risque de catastrophes naturelles, la stabilité politique et l'accès privilégié à l'Union européenne et à plusieurs autres marchés. Le Gouvernement royal du Cambodge offre de généreuses incitations aux investisseurs étrangers : location de terres de longue durée à vil prix, exemption d'impôts, peu de restrictions aux importations et rapatriement des bénéfices.

Les plantations agro-industrielles sont devenues un fléau au Cambodge et au Laos. Des millions d'hectares de terres agricoles, forestières et communales ont été transférés à des entreprises étatiques ou privées pour y cultiver des hévéas, des pins, des acacias, des eucalyptus, des bois durs, du maïs, du manioc et de la canne à sucre. Le dernier inventaire réalisé par LICADHO, une organisation cambodgienne pour les droits de l'homme, montre que 3 936 481 hectares ont été donnés en concessions économiques et minières, dont 2 036 170 hectares pour des plantations agro-industrielles d'hévéas, de manioc et de canne à sucre. Ces concessions couvrent presque 53 % des terres arables du pays, et 346 000 hectares sont situés dans des zones de conservation. Au Laos, l'inventaire réalisé en 2010 par l'Autorité nationale d'aménagement du territoire a montré que la superficie des concessions économiques était de 1 400 000 hectares où avaient lieu plus de 760 projets, dont des plantations surtout d'hévéas et d'eucalyptus couvrant plus de 375 000 hectares.

Les investisseurs proviennent de l'Inde, du Vietnam, de Chine, de Thaïlande et de régions plus lointaines également, comme Singapour, Corée du Sud et Australie. Ces investissements ont été présentés par de nombreux bailleurs de fonds bilatéraux (la BAsD, la Banque mondiale) et par des sociétés conseil privées, comme un moyen de maximiser la rentabilité économique des forêts « dégradées » et des terres « inexploitées » ou « sous-exploitées », d'accroître le reboisement et d'atténuer la pauvreté. Ces derniers temps, d'autres méthodes pour obtenir des revenus de l'extraction de ressources naturelles sont proposés dans le cadre de « l'économie verte ».

Fin mars, le Cambodge, le Laos, la Birmanie, la Thaïlande et la Chine ont signé un pacte pour augmenter le commerce entre eux ; la vente de caoutchouc à la Chine en est la clef de voûte. Le Cambodge possède déjà 204 800 hectares de plantations d'hévéas, avec des concessions pour une durée de 70 ans, et le projet de les élargir jusqu'à 300 000 hectares d'ici 2020, surtout pour l'exportation en Chine. Au Laos, cet accord fait partie du plan national de développement agricole, et le contrat couvrira près de 270 000 hectares de plantations d'hévéas.

Or, les preuves s'accumulent pour montrer que ces concessions économiques apportent peu ou point de bénéfices à l'économie nationale, et qu'elles ont en revanche de graves effets sur les moyens d'existence et sur les économies des communautés locales, aggravés par des violations des droits de l'homme et par la destruction de divers paysages, forêts et écosystèmes indigènes. Les plantations exigent l'emploi intensif d'engrais chimiques, d'insecticides et d'herbicides qui

dégradent les sols et les rendent arides, et qui empoisonnent les aquifères et les sources d'eau superficielle. Beaucoup de plantations s'accompagnent d'usines de traitement situées à proximité, qui consomment d'énormes volumes d'eau et d'énergie, alors que les communautés locales n'en disposent pas.

Les concessions économiques ont déplacé les peuples de leurs villages, de leurs champs, de leurs forêts et de leurs occupations traditionnelles. Dans bien des cas, les communautés sont forcées de se réinstaller ailleurs. Lorsque les habitants peuvent rester dans leurs villages, ils ne sont pas autorisés à utiliser les forêts environnantes et les terrains communaux pour nourrir leurs animaux, puisque ces terres appartiennent maintenant à des investisseurs ; il est courant que les concessions empiètent sur les terres et les forêts communales. Les communautés du Sud du Laos ont dénoncé que des entreprises avaient clôturé leurs pâturages, affirmant qu'ils faisaient partie de leurs concessions. Dans la zone des plantations de Pheapimex, située dans les provinces cambodgiennes de Pursat et de Kampong Chnang, la population signale la perte de forêts communautaires, de sources d'aliments sauvages, de réserves d'animaux rares, de sites spirituels sacrés, de ruisseaux et de sources d'eau, de pâturages, de rizières et même de maisons et de villages. D'après une femme d'un village concerné,

*« Les forêts que l'entreprise est en train d'abattre ne sont pas dégradées ; ce sont des forêts où nous obtenons des aliments, des racines, des plantes médicinales et d'autres choses pour vivre. Nous avons protégé ces forêts pendant des décennies. Maintenant, l'entreprise va les déraciner, elle va tout prendre ; elle va vendre le bois noble et arracher toutes les plantes. Rien n'y poussera de façon naturelle. Ce que l'entreprise va planter dans cette zone ne sera pas une forêt, ce seront des arbres dont nous ne pourrions même pas manger les feuilles. (Habitante de la commune d'Ansar Chambok, district de Krakor, province de Pursat, Cambodge, 9 avril 2010.)*

Il est fréquent que les entreprises ne respectent pas les accords écrits, mais elles sont rarement censurées ou punies par l'État. Elles promettent des emplois, des écoles, des centres médicosociaux, des routes et d'autres installations, mais elles tiennent rarement leurs promesses, que l'expérience dément. D'après les villageois qui luttent contre l'entreprise Pheapimex à Kampong Chnang, au Cambodge, *les gens qui travaillent dans les plantations le font dans de très mauvaises conditions : leurs sources d'aliments sont détruites, ils n'ont pas d'argent pour acheter de la nourriture et ils ne reçoivent que quelques bols de riz délavé après de longues journées de dure besogne. Ils passent des mois sans recevoir de paie. Les travailleurs rentrent chez eux éccœurés, fatigués, affaiblis et sans argent.*

Pour ceux qui sont dépossédés et déplacés par le développement fondé sur l'investissement, la survie représente une lutte de tous les jours. Les discours des autorités, des bailleurs de fonds et des financiers sur « l'investissement de haute qualité, écologiquement et socialement responsable », sonnent faux en l'absence de cadres réglementaires destinés à protéger le droit à la terre, aux ressources, à l'alimentation et aux moyens d'existence de la population rurale, et à punir les investisseurs qui ne respectent pas ces droits. La forte croissance économique à laquelle aspirent le Cambodge et le Laos au moyen de projets d'investissement agro-industriels sera atteinte au détriment de la population rurale, celle qui fait un

apport réel à la société en produisant des aliments, en prenant soin des écosystèmes fragiles et en régénérant la diversité biologique et la richesse écologique. Pour aborder le développement de façon réellement responsable, les gouvernements devraient reconnaître et soutenir l'importance du rôle que jouent les communautés rurales dans le soutien de la sécurité alimentaire, des sources de revenus et de l'économie.

*Shalmali Guttal, Focus on the Global South. Avril 2012.*

[index](#)

---

## **- Une lutte timoraise pour la forêt**

Jusqu'où iriez-vous pour protéger votre forêt ?

Les villageois de la communauté de Pollo, située dans le département indonésien de Timor central Sud, en ont donné un exemple remarquable, survivant à des années d'indifférence bureaucratique, supportant la violence de gangsters et s'embarquant dans une odyssée à travers l'archipel du pays, en quête de soutien pour leur défense des arbres et des terres de leur région.

L'histoire commence avec une forêt de celles qu'on appelle *kio* dans la langue célébique locale, utilisées pour fournir du bois et des aliments aux invités de la communauté. Autrefois, la *kio* était une source de cerfs, de porcs, de vaches sauvages, de bois de feu, de cordes et d'autres produits, et possédait de grands feuillus en quantité considérable. Cinq clans importants de la communauté (qui, depuis, a été administrativement subdivisée en plusieurs villages aux noms différents) jouissaient de droits collectifs sur la forêt ; un de ces clans est celui des Nabuasa, dont provient toujours le *raja* ou chef de la communauté.

En 1982, un projet d'élevage intégré financé par le gouvernement australien fut approuvé par l'office provincial de l'élevage et par les leaders communautaires. Les activités devaient avoir lieu pendant 25 ans dans des terres qui incluaient la forêt. Des Faux mimosas (*Leucaena leucocephala*) furent plantés à certains endroits comme fourrage pour le bétail, quatorze bassins alimentés par la pluie furent construits, et un contrat fut passé avec les villageois. En échange d'une vache, chaque famille participante s'engageait à donner un veau et demi à l'entreprise australienne, qui les distribuerait à d'autres habitants afin de constituer un troupeau local.

Or, en 1987 l'entreprise australienne ferma et le contrat fut transféré au gouvernement local, qui commença à vendre les veaux au lieu de les réintégrer dans le projet. Les bassins tombèrent en ruines ; il n'en reste aujourd'hui que deux comme réserve d'eau pour les gens et pour les vaches. Après 1990, le troupeau commença à diminuer.

En 2003, quelques fonctionnaires parmi ceux qui avaient hérité du projet décidèrent qu'ils voulaient avoir leurs propres champs dans les terres du projet. Pour cela, ils concoctèrent un plan : ils demanderaient aux villageois de préparer des parcelles

pour l'agriculture, en échange de quoi ils recevraient des vaches. Bientôt, les villageois commencèrent à affluer chez les fonctionnaires, leur apportant les cadeaux *adat* habituels – étoffes, argent comptant, poules, cochons, moutons – pour obtenir des vaches. Certains foyers pourraient même acquérir deux vaches en des années successives, s'ils présentaient assez de cadeaux *adats* aux fonctionnaires. De cette manière furent distribuées jusqu'à 200 vaches par an.

Fin 2003, près de 21 hectares avaient été défrichés par ce moyen. Les fonctionnaires avaient promis que ces terres seraient replantées de *Leucaena* pour nourrir les vaches, mais aucun arbre n'apparut. En même temps, le service forestier départemental entreprit une « réhabilitation forestière » sur 150 hectares des terres du projet. Ensuite, en 2006, du personnel du service forestier du département vint annoncer un nouveau projet de plantation d'arbres. Des villageois, dont la plupart n'appartenaient pas à la communauté de Pollo, furent payés pour défricher encore plus la forêt *kio*. Parmi les essences abattues figuraient *Pterocarpus indicus* , *Sterculia foetida* , *Ceiba pentandra* , des tamariniers et des acacias.

Ainsi, 450 hectares additionnels de forêt, situés le long d'une route locale, avaient maintenant disparu, et les conséquences ne tardèrent pas à se faire sentir. Un résultat de particulière importance pour les villageois fut que plusieurs sources qui avaient surgi en 1999 et qui, bizarrement, ne coulaient que pendant la saison sèche, rendant possible de cultiver 50 hectares de rizières, se tarirent à cause du déboisement.

La situation s'aggrava en 2008 lorsque le GERHAN, un projet du Programme national de réhabilitation des forêts et des terres qui travaillait avec le service forestier du département, s'embarqua dans un nouveau plan de plantation d'arbres à Pollo. N'étant pas disposés à perdre davantage de forêts, le *raja* de Pollo et quatre *amafs* (adjoints du *raja* ) donnèrent leur consentement au plan à condition qu'il fût appliqué sur des terres dégradées. Pourtant, en juin 2008 le GERHAN commença à abattre encore 450 hectares de bonne forêt, à côté d'une route locale, pour y planter des feuillus. Comme précédemment, pour compléter le défrichage on mit le feu aux endroits où les grands arbres avaient été éliminés. Avec tant de forêt disparue, beaucoup de personnes en eurent assez.

Après avoir visité le gouvernement départemental et l'assemblée, dont les représentants promirent d'enquêter, cent habitants de Pollo déposèrent devant la police départementale une plainte pour destruction forestière, suivie d'un voyage au service forestier du département et au siège du GERHAN.

Après trois mois de silence, les villageois se rendirent à Kupang, la capitale de la province de Nusa Tenggara oriental, pour présenter leurs doléances au gouvernement provincial et à l'assemblée, et ils s'assurèrent d'emporter une copie de la plainte d'abattage illégal qu'ils avaient déposée auprès de la police provinciale.

En décembre 2008, il ne s'était toujours rien passé. À l'occasion d'une réunion communautaire, le *raja* ordonna à sept jeunes hommes de Pollo d'aller au palais présidentiel à Jakarta, pour voir ce qu'ils pouvaient faire au sujet de cette situation.

Affirmant qu'il valait mieux « mourir à Jakarta que mourir chez nous », les jeunes hommes, dont un n'avait jamais mis les pieds à l'extérieur du district, partirent avec, en tout, environ 250 USD. Cinq d'entre eux payèrent un peu plus de 20 USD chacun pour s'embarquer clandestinement dans un cargo à destination de Surabaya, au Java oriental.

Peu après, les moteurs tombèrent en panne et le bateau resta à la dérive dans la mer houleuse. L'eau balayait les ponts. Les habitants de Pollo avaient peur, mais ils se disaient : « Si Dieu nous prend, ainsi soit-il. Nous luttons pour les autres ».

Un peu plus tard, les moteurs redémarrèrent mais il fallait réorienter le bateau, qui s'était écarté des voies de navigation. Finalement, il mit quatre jours à atteindre Surabaya, où les villageois durent se serrer pendant deux heures dans une cachette, pendant que l'inspecteur portuaire finissait sa ronde à bord.

À Surabaya, les voyageurs devaient acheter à manger ; au bout d'une semaine, ils n'avaient plus d'argent. L'un d'eux, Niko Demus Manao, se mit à travailler en portant des sacs de 50 kilos de fertilisant pour un peu plus de trois dollars par jour, mais ses amis, craignant pour sa santé, le poussèrent à s'arrêter. Cependant, certains autres trouvèrent du travail comme chauffeurs, et l'expédition put finalement réunir près de 55 dollars.

Ensuite, ils rencontrèrent un journaliste de la télévision qui avait un jour visité leur région. Il les invita chez lui, où ils rencontrèrent des membres de la filiale locale de WALHI – Les Amis de la Terre Indonésie – qui proposèrent de demander de l'aide au siège national de l'organisation.

Le 5 janvier 2009, l'équipe prit le train pour Jakarta, voyageant debout dans des wagons de troisième pendant les 15 heures du trajet. À leur arrivée, ils s'écroulèrent, épuisés, sur le quai de la gare, pour se reposer pendant quelques heures. Après avoir repéré un parent qui les aida à louer une chambre, ils se rendirent au bureau de WALHI, où trois d'entre eux restèrent pendant une semaine pour se réunir avec des représentants du ministère de l'Environnement et du Service forestier, avec un membre du parlement et avec l'ombudsman national. Ils ont rejoint aussi des représentants communautaires de Riau dans une manifestation devant le siège du Service forestier, et ils ont déposé auprès de la police nationale une plainte pour abattage illégal et destruction forestière.

Le Service forestier dit qu'il n'avait aucune information du projet forestier de Pollo, mais un parlementaire de la province de Nusa Tenggara oriental, invoquant son devoir de servir son peuple, promit de lancer une enquête. En effet, il revint plus tard en 2009, mais c'était seulement pour faire campagne pour sa réélection, et non pour poursuivre l'affaire.

Au moment où les villageois rentraient à Pollo, les 450 hectares de forêt pour le projet GERHAN avaient pratiquement disparu. Et même trois ans plus tard, début 2012, aucune mesure officielle n'avait été prise en réponse aux inquiétudes locales, à l'exception d'une lettre de la Commission des droits de l'homme au gouvernement sub-provincial, et d'une autre du parlement sub-provincial, exigeant la réalisation d'une enquête.

Pourtant, la lutte était loin d'être finie. En février 2009, après le retour des villageois, les habitants de Pollo commencèrent à occuper des terres sur les 450 hectares qui avaient été défrichés le long de la route pour le projet GERHAN. Leur objectif était d'éviter que le gouvernement y retourne, d'utiliser la terre pour y construire des maisons et pour l'agriculture, et d'en replanter une partie avec des espèces d'arbres utiles. De surcroît, les occupants pouvaient protéger les grands arbres qui restaient contre les incendies provoqués ou naturels, et se prémunir contre le banditisme, les meurtres et les viols qui sévissaient sur cette route peu fréquentée.

Au début, quatre familles occupèrent la terre. À présent elles sont 50, et 365 autres attendent pour s'y établir. Le but est d'arriver à donner à chaque famille une parcelle de 20 mètres sur 40. En attendant que les arbres replantés soient mûrs et que toute la zone puisse être divisée, beaucoup de ces pionniers font des cultures intercalaires dans des étendues extérieures à leurs parcelles. Les activités criminelles ont cessé le long de la route et un incendie au moins a été éteint, mais les récoltes des occupants sont en train de se perdre à cause du mauvais temps.

Le 30 janvier 2012, le chef de la direction provinciale de l'élevage se réunit dans un bureau local avec le chef du département et avec d'autres membres du gouvernement départemental pour essayer de ressusciter l'ancien projet d'élevage, dont le contrat avait expiré en 2007. En présence d'habitants de quatre établissements locaux, ils dirent que, le 2 février, des fonctionnaires se réuniraient de nouveau au même endroit.

La réponse des villageois fut immédiate. Le 1<sup>er</sup> février, ils commencèrent à construire une barricade de bois sur la rue qui menait au bureau. Leur message : nous voulons que soit clarifiée la situation de la terre en question.

Le 2 février un véhicule arriva, plein d'hommes de la Satuan Polisi Pamong Praja (Satpol PP), l'organisme indonésien chargé de rétablir l'ordre dans les cas d'émeutes, de manifestations et d'expulsions. Niko Demus Manao fut conduit dans une coopérative voisine pour une conversation « à cœur ouvert » à propos de l'objectif de la manifestation.

Pendant cet interrogatoire, d'autres véhicules sont apparus. Une voiture pleine de casseurs recrutés parmi les fainéants de la population, ainsi que deux motards du poste de police local, allèrent tout droit vers la barricade qui traversait la rue. En avançant vers elle, les casseurs demandèrent aux cinquante villageois présents de la démonter. Ces derniers refusèrent de le faire.

Une autre voiture où venaient le chef et le sous-chef du département, et d'autres casseurs encore, se dirigea vers la coopérative où Niko était interrogé. Les policiers de Satpol sortirent à leur rencontre, ainsi que Niko. Le chef départemental sauta de la voiture, en criant des insultes à Niko. Un des casseurs le cravata pendant qu'un autre le giflait et lui donnait des coups de poing dans la figure.

Soucieux de ne pas aggraver la situation, Niko n'appela pas les autres villageois, qui étaient hors de vue, pour qu'ils viennent l'aider. Au lieu de cela, il leur cria de ne pas se battre ; il s'efforça d'essuyer le sang de sa figure et courut vers une maison voisine. Pendant ce temps, les casseurs qui étaient venus avec le chef

départemental avaient démolie la barricade.

Niko se rendit au poste de police départemental pour dénoncer l'attaque qu'il avait subie, mais le fonctionnaire responsable était encore à la barricade. Niko finit alors par déposer une plainte au niveau provincial, prenant soin d'en obtenir copie pour lui. Plus tard, la police convoqua le casseur qui l'avait frappé pour avoir sa version de l'histoire, mais celui-ci nia même d'avoir été présent sur la scène. Néanmoins, il fut mis en prison.

Le 3 février, les habitants de Pollo montèrent à nouveau la barricade et ils plantèrent des bananiers, des cocotiers et des maniocs sur la route, pour montrer leur engagement avec leur cause. Vers la mi-février, le bruit courut que le chef départemental et les casseurs qu'il avait embauchés prévoyaient de brûler les maisons des villageois les plus actifs dans la lutte.

Pourtant, les habitants de Pollo ne fléchirent pas. En tant que membres du peuple ethnique Amanuban, ils participent activement à une alliance environnementale et sociale qui regroupe des communautés ethniques Amanuban, Mollo et Amanatum de tout le Timor central Sud, dont chacune était associée autrefois à une principauté traditionnelle. Les Mollo, qui vivent en amont de la région et se dénomment eux-mêmes « enfants de la nature », ont combattu pendant une décennie, avec beaucoup de succès, contre les marbrières qui auraient détruit les montagnes caractéristiques de la zone, et ils luttent aussi contre les plantations industrielles d'arbres. Les groupes d'Amanuban et d'Amanatum, qui vivent en aval et sont considérés, eux aussi, comme des « enfants de la nature », font face aux dangers de l'exploitation de pétrole, en plus des mines et des plantations.

*Larry Lohmann, The Corner House ( [larrylohmann@gn.apc.org](mailto:larrylohmann@gn.apc.org) ) et Dinar Rani Setiawan ( [dinar.setiawan@sdelink.org](mailto:dinar.setiawan@sdelink.org) ), School of Democratic Economics. Article basé sur des interviews réalisées à Timor en février 2012, et sur : "Timlico dan Besipae, Contoh Kelam Peternakan NTT," *Pulangkandang* , 3 décembre 2010, <http://www.pulangkandang.com/2010/12/timlico-dan-besipae-contoh-kelam.html> ; "Pelajaran Dari Timlico dan Besipa", *Ekspedisi Jejak Peradaban NTT, Kompas* , mai 2011 ; Wikipedia, "Amanuban", <http://en.wikipedia.org/wiki/Amanuban> ; et Siti Maimunah, "Climate Justice", *Inside Indonesia 105*, juillet-septembre 2011, <http://www.insideindonesia.org/edition-105-jul-sep-2011/climate-justice-18071465> .*

*Contacts additionnels : Aleta Ba'un, [aletabaun2010@gmail.com](mailto:aletabaun2010@gmail.com) , Torry Kuswardono, [t.kuswardono@gmail.com](mailto:t.kuswardono@gmail.com) , Niko Demus Manao, +62 82146103802.*

[index](#)

---

## **– Mozambique : des projets de monoculture d'arbres accaparent des terres et mettent en danger la sécurité alimentaire**

L'intérêt pour les ressources naturelles, en particulier pour la terre, chez des investisseurs étrangers, connaît une croissance considérable dans toute l'Afrique, et le Mozambique n'est donc pas une exception. La région nord de ce pays est celle où les projets d'investissement étrangers occupent le plus de terres dans tout le

pays, essentiellement pour la monoculture de l'eucalyptus, du pin, du jatropha et de la canne à sucre.

La mise en place de ces projets s'est accompagnée du phénomène d'accaparement des terres communautaires (*land grabbing*) parce que, dans la plupart des cas, les communautés sont déplacées de leurs territoires pour donner lieu à ces projets.

L'Union nationale de paysans (UNAC) et l'ONG Justice environnementale ont divulgué, en 2011, une étude intitulée « Les seigneurs de la Terre » qui offre une analyse du phénomène d'accaparement des terres paysannes au Mozambique, pour des projets d'entreprises agricoles, d'extraction minière et de tourisme. Selon l'étude, les investissements analysés « sont parvenus à créer chaque fois plus de conflits et à aggraver la situation de pauvreté, de carence et de vulnérabilité des communautés rurales ».

Dans la province de Nyassa, dans le Nord du Mozambique, la compagnie Chikweti Forest, une entreprise suédo-norvégienne avec participation des États-Unis et du Mozambique, a implanté un projet de plantation en monoculture d'eucalyptus, sur une surface de 140 mille hectares, sans consulter la communauté, violant ainsi la loi de terres du pays qui oblige les investisseurs à obtenir l'approbation consensuelle de la communauté. De plus, on fait état d'une invasion de terres communautaires de résidence, et de restriction dans l'utilisation des voies d'accès aux « machambas » des paysans locaux.

« Quand l'entreprise est arrivée, j'ai hésité à lui remettre les terres de ma communauté car j'ai craint qu'elle pût envahir les terres des paysans locaux, obligeant ainsi ces derniers à déplacer leurs *machambas* plus loin vers les forêts où ils courraient le risque d'être dévorés par des animaux (...) », déclaration d'un leader communautaire de la communauté de Maniamba, au Nyassa, citée dans le travail « Les seigneurs de la Terre ».

L'action de Chikweti Forest constitue une violation des droits humains des communautés où elle opère : elle limite leur accès à leurs moyens de production.

80 % de la population du Nyassa vit en zones rurales. Leur survie repose sur l'activité agricole, et ils dépendent donc de la terre et des ressources forestières pour garantir leur sécurité alimentaire. La réalisation de projets de plantations tend à compromettre la sécurité et la souveraineté alimentaires des communautés, et à créer des conflits sociaux. En outre, la monoculture d'arbres détruit la végétation native et compromet la diversité biologique locale.

Les plantations industrielles d'eucalyptus ont pour objectif une abondante production de matière première pour les industries des agrocombustibles, du bois, de l'énergie, de la pâte à papier, du caoutchouc. Elles sont aussi censées compenser les émissions de gaz à effet de serre produites par les pays du Nord qui, de cette façon, prennent pied dans le marché du carbone. En réalité, ces mesures ne parviendront pas à résoudre la crise climatique, et tendent à causer chaque jour davantage de problèmes au peuple du Mozambique et de toute l'Afrique.

La publication « *Les Seigneurs de la Terre : analyse préliminaire du phénomène de l'accaparement de terres au Mozambique (2011)* est disponible, en portugais, à l'adresse : [http://www.cebem.org/cmsfiles/publicaciones/senhores\\_terra.pdf](http://www.cebem.org/cmsfiles/publicaciones/senhores_terra.pdf).

[index](#)

---

## **- L'accaparement de terres et ses conséquences : le cas du Brésil**

Au cours de l'histoire, les zones rurales ont été occupées de deux façons différentes au Brésil. La première s'est faite par le biais de l'entreprise, capitaliste et colonialiste, qui n'est pas une forme nouvelle mais qui a acquis récemment un nouvel élan et de nouvelles méthodes. L'autre forme d'occupation de l'espace agraire, antérieure au modèle de production capitaliste, a été l'agriculture paysanne, qui repose sur le mode de vie des peuples indigènes et des populations traditionnelles.

L'entreprise capitaliste voit la propriété de la terre comme un moyen de production pour la reproduction et l'accumulation de capital, c'est-à-dire qu'elle vise les bénéfices, et développe ainsi les activités productives qui génèrent le plus de revenus. Ce modèle a été fortement protégé par les États, au moyen de programmes d'achats publics de la production, d'assurances, de la garantie des prix, de crédits, d'infrastructure, etc. Pour pouvoir profiter de ces politiques d'État, dans certains cas, la propriété des terres à elle seule produit déjà des bénéfices, ce qui signifie qu'il n'est même pas nécessaire de les mettre en production.

D'autre part, dans l'agriculture paysanne, les peuples originaires et les populations traditionnelles centrent la production sur la reproduction sociale de la communauté. Les membres de la famille eux-mêmes réalisent le travail, en cherchant à produire la plus grande diversité possible d'aliments, et ils développent une agriculture qui s'intègre à l'environnement local. Dans ce modèle de production, qui ne bénéficie pas de l'appui des États, les communautés vivent dans des conditions précaires et n'ont pas accès aux services fondamentaux, ce qui les oblige à faire face à de nombreuses difficultés. C'est cependant le modèle qui continue à alimenter le monde et il concerne, aujourd'hui, près de 3 000 millions de personnes.

Jusqu'à ces derniers temps, les grands groupes économiques internationaux, les sociétés multinationales et transnationales, cherchaient à établir le contrôle des chaînes de production en contrôlant les fournitures, comme les semences, les produits agrochimiques toxiques, les engrais, et en gardant les bénéfices de leur production et de leur commercialisation. Ce processus a été fortement encouragé par l'appareil étatique, au moyen des universités, des centres de recherche, des entreprises publiques d'assistance technique, de subsides, d'avantages fiscaux, etc., ce qui démontra que l'État travaille pour ces grands groupes économiques. Cependant, la saturation des marchés de capitaux dans les pays dits « centraux », et l'imminence d'une crise due au caractère spéculatif de ces capitaux ont entraîné de nouveaux investissements massifs, surtout dans l'espace agraire des pays dits « périphériques ».

Les entreprises viennent acheter des terres, investir dans la production de

*commodities* , accumuler des profits, et renvoient le capital investi et les bénéfices générés vers leurs pays d'origine. C'est un nouveau processus de colonisation et de pillage des pays du dénommé Tiers Monde, mais le discours tenu par les entreprises est celui de la « production durable ». Il s'agit de la dernière frontière de l'avancée du mode de production capitaliste, sous forme d'économie verte et avec des investissements dans la production d'énergie par les pays industrialisés, au moyen de la biomasse, de la canne à sucre, de l'eucalyptus, du soja, du palmier africain, etc. L'objectif est d'accumuler des profits en continuant à alimenter un modèle de consommation inviable. Ce qui est stupéfiant, c'est de voir que de telles entreprises sont accueillies avec joie et enthousiasme par l'État qui, dans le cas du Brésil, va même jusqu'à lancer un second plan de continuité du dénommé Programme d'accélération de la croissance – PAC – avec une prévision d'investissements de 955 milliards de réaux (près de 530 milliards de dollars US), qui incluent 465 milliards de réaux pour la production d'énergie (dans 104 projets), et 104,5 milliards en transports (3 157 km de voies ferrées, des ports et des aéroports). Ces investissements sont destinés à améliorer l'infrastructure pour favoriser la production de ces entreprises.

Au centre de cette situation où l'appareil étatique est au service de ce modèle de production et de développement, est en marche, au Congrès national brésilien, avec l'omission et/ou la connivence du pouvoir exécutif, la réforme du code forestier, qui a comme toile de fond l'amnistie des délits environnementaux et l'expansion de la frontière agricole. Les lois du travail rural sont elles aussi en processus de flexibilisation, tandis que le Projet d'amendement constitutionnel (PEC) qui détermine l'expropriation immédiate des exploitations qui pratiquent le travail esclave depuis 10 ans, n'est pas soumis au vote du Congrès.

Le PEC-215, qui retire au pouvoir exécutif pour l'accorder au pouvoir législatif l'attribution de délimiter les zones des peuples indigènes et des communautés *quilombolas* – une population traditionnelle aux racines africaines - progresse aussi au Congrès national. Son approbation signifierait un énorme recul dans la démarcation des terres indigènes et *quilombolas* , si l'on considère le caractère conservateur du Congrès où la majorité des parlementaires sont eux-mêmes des latifundistes ou ont des rapports directs avec ces derniers. Et enfin, les communautés *quilombolas* , dont les droits territoriaux sont garantis par la Constitution , luttent contre une action à la Cour suprême du pays qui prétend annuler le décret 4.887/2.003 qui codifie le processus de délimitation de leurs territoires.

La nouvelle phase du processus de concentration de terres a des effets directs sur toute l'humanité, mais ses conséquences sur les paysannes et les paysans, les communautés traditionnelles et les peuples autochtones sont brutales, car l'expansion se produit sur leurs territoires. D'autre part, l'augmentation du prix de la terre empêche que les familles paysannes acquièrent des terres, et les pousse même à vendre leurs parcelles, les chassant ainsi de la campagne, soit à cause des travaux d'infrastructure, soit à cause de l'expansion de l'entreprise capitaliste.

L'augmentation de la production de *commodities* , d'agrocombustibles, de l'utilisation de produits chimiques toxiques menace gravement la souveraineté alimentaire et la santé de la population. En outre, on applique les produits toxiques au détriment de

la production d'aliments sains obtenus grâce à une agriculture à base écologique. Nous devons mettre l'accent sur le fait que près de 1 000 millions de personnes souffrent d'une faim chronique, que 800 millions vivent en situation d'insécurité alimentaire et que, toutes les 5 minutes, un enfant meurt de dénutrition. Qui produira des aliments pour toutes ces personnes si l'entreprise capitaliste continue d'avancer sur les terres des paysans ? Le résultat logique est la diminution de la production d'aliments, avec comme conséquences l'augmentation des prix et celle de la faim.

Nous courons aussi un autre risque grave dû à une agriculture à grande échelle et spécialisée : la réduction et la concentration de l'alimentation humaine en peu de produits. « ...Actuellement, des 50 000 plantes mondialement utilisées comme aliments, on en utilise 200 de façon importante, on en commercialise 100, mais 80 % des aliments proviennent de 20 cultures, parmi lesquelles le blé, le riz, le maïs et le soja couvrent plus de 85 % de la consommation de céréales » (Guterres, 2006)\*. Quelles sont les conséquences pour la santé humaine de cette alimentation concentrée ?

Et, pour finir, les productions à grande échelle dans les pays tropicaux qui possèdent une grande diversité, impliquent des dysfonctionnements dans l'environnement, transformant de simples insectes en puissants fléaux, créant des champignons et des bactéries qui provoquent des maladies graves. La solution utilisée est l'emploi intensif de produits chimiques toxiques, qui a produit une série de maladies neurologiques, des cancers, des malformations de fœtus, etc.

La société a besoin d'adopter une position avant qu'il ne soit trop tard. Les communautés rurales, qui sont les gardiennes de la vie, sont menacées et s'engagent dans des affrontements et des luttes de résistance. A chaque point où avance le capital naît une résistance, mais le combat contre ce modèle de production doit prendre un caractère mondial. C'est une lutte de tous, et non seulement des populations qui vivent à la campagne. Nous comptons sur tout le monde, toutes et tous, pour ce combat et pour la construction d'un autre monde possible.

Mondialisons la lutte ! Mondialisons l'espoir !

*Raul Krauser, Movimento dos Pequenos Agricultores (MPA), membre de La Via Campesina, Brésil*

\* Guterres, Ivani, "Agroecologia militante: contribuições de Enio Guterres", Ivani Guterres, 1<sup>e</sup> édition – São Paulo: Expressão Popular, 2006.

*Participez à l'action contre l'approbation de la PEC 215 mentionnée dans le présent article, en souscrivant la pétition en ligne :*

*<http://www.peticaopublica.com.br/PeticaoVer.aspx?pi=P2012N22454>, ainsi qu'une autre contre la révocation du décret qui réglemente la démarcation des terres quilombolas : <http://www.peticaopublica.com.br/?pi=P2012N23370>.*

[index](#)

## LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

### - Jour international de la lutte paysanne

Pour le 17 avril, Jour international de la lutte paysanne, La Vía Campesina invite à envoyer à l'adresse [viacampesina@viacampesina.org](mailto:viacampesina@viacampesina.org) de l'information sur des actions entreprises dans le monde entier contre l'accaparement de terres, pour la réforme agraire, pour la souveraineté alimentaire et sur d'autres revendications. Ces actions seront inscrites sur la carte qui figure à l'adresse <http://viacampesina.org/map/17april/map.html>.

[index](#)

---

### - Déclaration de la 3e Conférence spéciale sur la souveraineté alimentaire, pour les droits et pour la vie

À Buenos Aires, Argentine, du 22 au 25 mars 2012, le Comité international pour la souveraineté alimentaire – Coordination régionale Amérique latine et Caraïbes, CIP-ALC, organisa la 3e Conférence spéciale pour la souveraineté alimentaire, pour les droits et pour la vie. La rencontre, à laquelle participèrent des représentants d'organisations sociales de 20 pays, avait pour objectif de renforcer et d'élargir les alliances stratégiques, et de formuler des propositions et des recommandations pour la 32e Conférence régionale de la FAO dans le cadre du processus concernant les « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ».

La déclaration, résultat de la réunion, condamne « le progrès accéléré de l'accaparement de terres dans tout le continent » provoqué, entre autres choses, par l'avancée de l'agro-industrie et des grands projets miniers, hydroélectriques et touristiques, ainsi que par les fausses solutions du problème du changement climatique (projets REDD et REDD+, plantations industrielles de biomasses à des fins énergétiques, etc.). Elle identifie aussi la définition de « forêt » de la FAO comme moteur de l'accaparement de terres, dans la mesure où cette définition, en considérant comme des forêts les plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture, les légitime et dissimule leurs innombrables répercussions négatives.

Le texte intégral de la déclaration figure sur : <http://www.radiomundoreal.fm/get.php?file=IMG/pdf/>

[Declaracion III Conf mov sociales x sob alimentaria.pdf&type=application/pdf](#)

[index](#)

---

### - Conséquences de la prospection et de l'exploration de pétrole dans le Parc national des Virunga

Plusieurs organisations sociales de la République démocratique du Congo se réunirent les 23 et 24 mars avec des autorités locales et traditionnelles dans la province de Nord-Kivu, pour considérer les effets de l'exploration et de l'exploitation

de pétrole de la multinationale SOCO dans le Parc national des Virunga.

Les communautés dénoncèrent la pollution de l'air, du sol et de l'eau du lac Edouard, produit de l'activité pétrolière, qui s'ajoutent à la violence subie par suite des conflits provoqués par les intérêts commerciaux qui rivalisent entre eux pour accaparer les biens naturels. En outre, elles réclamèrent le respect des accords internationaux signés par le gouvernement, lesquels impliquent la protection de l'environnement et la conservation des écosystèmes forestiers.

La déclaration complète peut être lue à l'adresse :

[www.wrm.org.uy/countries/Congo/CommuniquePetroleMars2012.pdf](http://www.wrm.org.uy/countries/Congo/CommuniquePetroleMars2012.pdf)

[index](#)

---

### **– Appuyez la déclaration contre la mainmise des grandes entreprises sur la conférence Rio+20**

Plusieurs organisations et mouvements sociaux internationaux demandent de l'appui pour une déclaration contre le fait que le brouillon des accords de Rio+20 renforce le rôle des entreprises dans la promotion de la dénommée « économie verte », sans rien dire du rôle que ces mêmes entreprises ont joué dans la genèse même des crises financière, climatique, alimentaire et autres. Au lieu de discuter de mesures qui servent l'intérêt public, l'ONU et ses membres se bornent à formuler des propositions qui avantagent certaines entreprises et certains secteurs d'activité, et qui poussent à réformer les politiques publiques afin de faire passer les profits économiques de ces secteurs avant les droits des peuples.

Si vous êtes d'accord qu'il est nécessaire de mettre un point final à la mainmise des grandes entreprises sur l'ONU, nous vous prions de signer la déclaration de la société civile et d'adhérer à la campagne pour la « récupération » de l'ONU. Vous pourrez trouver la déclaration et la signer sur : <http://www.foei.org/en/get-involved/take-action/pdfs/declaration-un-corpcap-fr/view>

[index](#)

---

### **– Pétition en faveur d'un avocat chinois incarcéré pour avoir défendu les communautés atteintes par les plantations d'eucalyptus de Stora Enso en Chine**

L'avocat chinois Yang Zaixin est emprisonné à Beihai, dans le sud de la Chine, depuis juin 2011. Nous vous exhortons à appuyer une pétition qui demande au gouvernement finlandais et à la compagnie Stora Enso d'agir pour mettre fin à cet emprisonnement injuste. La compagnie suédo-finnoise Stora Enso prévoit de construire une grande usine pour la fabrication de papier et de carton dans la ville de Beihai, à Guangxi, dans le sud de la Chine. Le projet, commencé en 2002, a été entouré de controverses et d'accusations de mauvaise gestion. La plantation d'arbres et le projet d'usine ont déplacé les habitants de leurs terres, sans obtenir au préalable leur consentement. Des milliers de personnes ont vu limité leur accès à des ressources vitales telles que les terres cultivables et l'eau. L'avocat Yang Zaixin représentait les résidents et les agriculteurs qui affirment avoir cédé leurs terres par

la force ou l'intimidation.

Pour participer, veuillez visiter le site : <https://www.change.org/petitions/take-action-to-release-lawyer-yang-zaixin-halt-pulp-mill-plans-in-beihai>

[index](#)

---